



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation - n°230, hebdomadaire, lundi 24 février 2020

La Mauvaise Herbe n°6
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !
Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Contre la réforme des retraites

Carnaval des grèves à Paris-République le 1er mars ;
les facs, le 5 ; 8 mars ; semaine noire (à partir du 16) ...
et 11^e journée interpro de grève le 31 mars.
Après l'hiver, le printemps des luttes

Lundi 17 février, à Paris, plusieurs AG interpro avaient appelé à une manif et à un rassemblement devant l'Assemblée nationale, premier jour consacré à la contre-réforme et les 41000 amendements déposés par l'opposition.

Jeudi 20, à l'occasion de la 10^e journée interpro, plusieurs milliers de grévistes ont manifesté contre Macron et son système. A **Paris**, elles et ils étaient 50.000. A **Angers**, 1000 ; 2000 à **Chambéry** où du foin a été déposé devant la BNP, l'agence AXA et la permanence du député... D'autres grévistes ont défilé à **Toulouse, Le Havre, Nantes, Rennes, Montpellier, Rouen**... Sachant que des régions sont en "zone vacances" c'était plutôt une belle mobilisation.

Côté Blanquer et son bac, à **Bordeaux**, des profs habillé.es de noir avec brassard "prof en colère" ont accueilli les parents d'élèves pour la journée portes ouvertes le 19 février. Les chef.fes d'établissement ont moyennement apprécié.

Les épreuves du contrôle continu (EC3) s'achèveront le 28 février. Pour la zone 1, de retour en classes, élèves et profs sont à nouveau convoqué.es dès lundi pour les épreuves qui avaient été annulées ou reportées... Blocages à prévoir ?

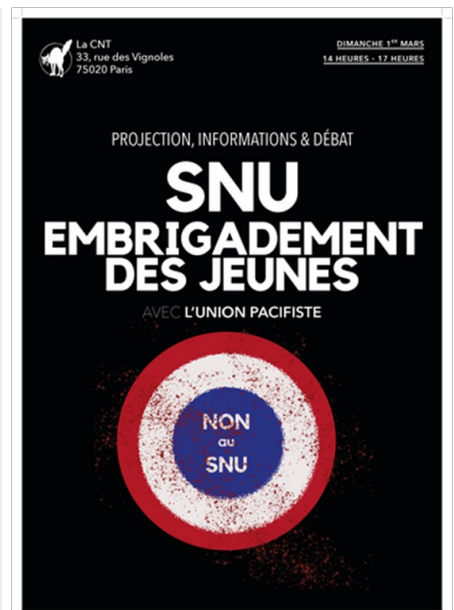
Numérisation de la correction des E3C :
Big Blanquer is watching you
(lire page 2)

Contre le Service National Universel
Dimanche 1er mars de 14 à 17 heures à la CNT
aux 33 rue des Vignoles Paris 20^e, métro Avron
ou Buzenval.

Présentation générale par l'Union Pacifiste, projection d'un documentaire de 30 mn, suivi d'un débat.

Ce documentaire audio-visuel présente les différentes phases de la mise en œuvre du SNU. Il montre les intentions des représentants de l'armée pour "éduquer" les jeunes et les réactions des syndicats lycéens et étudiants. Conçu par l'Union Pacifiste qui fait partie du collectif "NON au SNU", ce document est un outil destiné à informer un large public.

Le 6 janvier 2020, le recrutement de 30 000 "volontaires" mineurs dans tous les départements français a commencé.



Blanquer is watching you

En imposant la numérisation de la correction des épreuves de contrôle continu du baccalauréat, Jean-Michel Blanquer franchit une étape dans la réalisation du rêve scientifique et managérial d'une automatisation de l'évaluation des élèves, qui s'accompagne d'une surveillance étroite du personnel enseignant. Dans leur blog sur Médiapart (13/02/2020) "engagements et bricolages", Christophe Cailleaux et Amélie Hart-Hutasse, enseignant.es et militant.es dénoncent ce dispositif. Extraits.

La mobilisation des élèves, de leurs parents et du personnel enseignant contre les nouvelles épreuves du baccalauréat dites E3C (épreuves communes de contrôle continu) est à bien des égards inédite. Imposées dans la précipitation et dans un climat de violence managériale, ces nouvelles modalités sont bel et bien une attaque contre le métier enseignant. En outre, couplées à Parcoursup et à ses algorithmes locaux secrets, elles ne peuvent qu'accroître les inégalités entre élèves et la concurrence entre établissements. Dans les médias, Jean-Michel Blanquer ignore superbement le chaos qu'il a lui-même engendré, mais sur le terrain la violence administrative et policière est sciemment organisée. Des élèves menacés d'un zéro ou d'un conseil de discipline pour une absence à une épreuve du bac soit disant "formative", filtrés par la police, littéralement piégés dans leur établissement, prenant coups de matraques et jets de gaz lacrymogènes, et même jetés 24 h en garde à vue... Des enseignant.es subissant les mêmes violences policières, mais aussi des menaces de sanctions, des plaintes au pénal contre des militants syndicaux et dernièrement une mise à pied de quatre mois !* (...)

Il semble pourtant qu'une nouvelle couche de violence viennent s'y superposer, par le biais du numérique. En effet, la correction des copies des E3C a été officiellement "dématérialisée" : chaque enseignant.e se voit obligé.e de corriger sur écran et

sur internet. Ce recours au numérique pose de nombreuses questions : conséquences pour la santé, recours au matériel personnel, coût économique et écologique de l'hébergement sur des serveurs. Pourtant, aucune considération matérielle ou pédagogique sérieuse ne peut le justifier : les épreuves sont locales, les copies papier sont conservées dans chaque établissement et corrigées par l'équipe enseignante de ce même établissement. Puisque cette "dématérialisation" est plus coûteuse écologiquement, financièrement, humainement, pour quelle raison Jean-Michel Blanquer l'a-t-il imposée ?

Là encore, la numérisation ne serait-elle pas un levier pour déposséder les enseignant.es de leur métier ?

1,7 million de copies scannées, corrigées et annotées Le management par le numérique

Si l'objectif est de favoriser des pédagogies émancipatrices, offrant aux élèves les moyens d'appréhender le monde de manière critique, de construire des analyses argumentées et articulées, le recours à des machines sera sans doute un recul. Si le but est de construire une société plus humaine, qui s'éloigne de la prédation généralisée du vivant et des ressources terrestres finies, alors ça sera un formidable échec. Si l'intention est de défendre l'éducation comme un service public, comme la richesse de celles et ceux qui n'ont rien, alors ça sera une régression totale.

Mais peu importe au ministre que la numérisation soit un très probable échec pédagogique : ses objectifs sont managériaux. D'ores et déjà, la technologie rend possible une surveillance étroite du travail de correction, en temps réel. Untel se voit reprocher de ne pas avoir terminé son paquet "virtuel" de copies alors que ses collègues ont été plus efficaces. Le logiciel Santorin envoie des messages automatiques, par dizaines, à n'importe quelle heure, pour rappeler les échéances. Les copies corrigées sont visibles à tout moment par les personnels de direction et les inspecteurs (...)

**La mise à pied concerne un collègue de Dole (Jura). On peut signer une pétition de soutien à l'adresse suivante <http://chng.it/xV9HbyK8CP>*